



2025_10

Fourniture et livraison d'équipements de gestion de proximité
et de collecte des biodéchets

REGLEMENT DE CONSULTATION COMMUN A 7 LOTS :

- Lot 1 "Composteurs individuels de petite capacité" (réservé)
- Lot 2 "Composteurs individuels grosse capacité" (réservé)
- Lot 3 "Composteurs grutables"
- Lot 4 "Colonnes aériennes biodéchets "
- Lot 5 "Abri-bacs biodéchets"
- Lot 6 "Colonnes enterrées biodéchets"
- Lot 7 "Matériels de pré-collecte "

Accords-cadres à bons de commandes mono-attributaire de Fournitures

APPEL D'OFFRES OUVERT












**En application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la
commande publique**

**Soumis à l'article 58 de la loi AGEC du 10 février 2020 relative à la lutte contre le
gaspillage et à l'économie circulaire**

Date limite de remise des offres :

19 août 2025 à 15h00

POINTS CLÉS DE LA PROCÉDURE

	Accords-cadres à bons de commandes mono-attributaires de Fournitures Courantes et Services <u>Objet</u> : Fourniture et livraison d'équipements de gestion de proximité et de collecte des biodéchets
	<u>Acheteur</u> : SAINT-MALO AGGLOMÉRATION 6 rue de la Ville Jégu BP 11 35260 - Cancale
	Accords-cadres passés en appel d'offres ouvert, en application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique. Conformément aux articles L. 2113-12, L. 2113-13 et R. 2113-7 du code de la commande publique, les lots 1 et 2 sont réservés à des entreprises adaptées, à des établissements et services d'aide par le travail, à des structures d'insertion par l'activité économique mentionnées à l'article L. 5132-4 du code du travail. CCAG applicable à l'accord-cadre : CCAG Fournitures Courantes et Services.
	Les besoins ont été divisés en 7 lots.
	Profil acheteur : https://marches.megalisbretagne.bzh/
	Les renseignements complémentaires doivent être demandés au plus tard 5 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.
	L'offre est valable 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.
	Aucune négociation n'est prévue.
	La présentation de variantes n'est pas autorisée
	Les accords-cadres ne comportent aucune prestation supplémentaire éventuelle facultative ou obligatoire.
	Code CPV principal de la consultation : 44613800-8 : Conteneurs à déchets

SOMMAIRE

ARTICLE 1.	OBJET DE LA CONSULTATION	4
ARTICLE 2.	PROCÉDURE DE PASSATION	4
ARTICLE 3.	EXIGENCES EN MATIÈRE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE.....	4
ARTICLE 4.	DURÉE	4
ARTICLE 5.	ALLOTISSEMENT.....	4
ARTICLE 6.	DÉLAIS DE LIVRAISON.....	6
ARTICLE 7.	GARANTIES	6
ARTICLE 8.	DOSSIER DE CONSULTATION	6
ARTICLE 9.	RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES	6
ARTICLE 10.	ENVOI DES PROPOSITIONS	7
ARTICLE 11.	DÉLAI DE VALIDITÉ	7
ARTICLE 12.	GROUPEMENTS D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES	7
ARTICLE 13.	SOUS-TRAITANCE.....	8
ARTICLE 14.	PRÉSENTATION DU DOSSIER DE CANDIDATURE	8
ARTICLE 15.	PRÉSENTATION DU DOSSIER D'OFFRE	10
ARTICLE 16.	ATTRIBUTION DU MARCHÉ	13
ARTICLE 17.	CRITÈRES D'ATTRIBUTION ET CHOIX DE L'OFFRE.....	14
ARTICLE 18.	VARIANTES	15
ARTICLE 19.	LITIGES ET DIFFÉRENDS	15

ARTICLE 1. Objet de la consultation

Le présent contrat a pour objet la Fourniture et livraison d'équipements de gestion de proximité et de collecte des biodéchets.

Nomenclatures CPV pertinentes :

Code CPV : 44613800-8 – Conteneurs à déchets

Code CPV : 34928480-6 – Conteneurs et poubelles de déchets

Code CPV :44511000-5 - Outils à main

ARTICLE 2. Procédure de passation

Conformément aux articles R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique, le marché est passé par appel d'offres ouvert.

Conformément à l'article R. 2162-2 du code de la commande publique, les accords-cadres mono-attributaires seront exécutés par l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du même code.

ARTICLE 3. Exigences en matière environnementale et sociale

L'agglomération de Saint-Malo apportera une attention particulière à l'environnement et à la conception des équipements (selon le lot : utilisation de bois issu de filière PEFC, traitement du bois non dangereux pour l'environnement, utilisation de matière recyclée dans le process de fabrication, métal anticorrosion, mode de livraison, ...).

Saint-Malo Agglomération sera également attentif à l'aspect social développé par le candidat (recours à l'insertion sociale de travailleurs en situation de handicap ou aide au retour à l'emploi ...).

Pour les lots 1 et 2, les articles L. 2113-12, L. 2113-13 et R. 2113-7 du code de la commande publique s'appliquent. Ces accords-cadres sont donc réservés à des entreprises adaptées mentionnées à l'article L. 5213-13 du code du travail, à des établissements et services d'aide par le travail, mentionnés à l'article L. 344-2 du code de l'action sociale et des familles, à des structures d'insertion par l'activité économique mentionnées à l'article L. 5132-4 du code du travail.

Pour les autres lots, il est demandé aux entreprises de proposer un volume d'heures d'insertion dans leur acte d'engagement.

ARTICLE 4. Durée

Chaque contrat est conclu pour une durée de 48 mois.

La durée des accords-cadres commence à courir à partir de la notification.

ARTICLE 5. Allotissement

Un candidat peut remettre une offre pour chacun des lots.

L'acheteur ne limite pas le nombre de lots pour lesquels le candidat peut présenter une offre, ni le nombre de lots qui peuvent être attribués à un même candidat, sous couvert de répondre aux exigences des accords-cadres réservés.

Les besoins sont divisés en lots comme suit :

Lot 1 “Composteurs individuels de petite capacité (lot réservé)

Code CPV : 44613800-8 – Conteneurs à déchets

Code CPV : 34928480-6 – Conteneurs et poubelles de déchets

Les articles L. 2113-12, L. 2113-13 et R. 2113-7 du code de la commande publique s'appliquent. L'accord-cadre est donc réservé à des entreprises adaptées mentionnées à l'article L. 5213-13 du code du travail, à des établissements et services d'aide par le travail, mentionnés à l'article L. 344-2 du code de l'action sociale et des familles, à des structures d'insertion par l'activité économique mentionnées à l'article L. 5132-4 du code du travail.

Le montant de commande du lot est limité à 2.000.000,00 € HT sur 4 ans.

Lot 2 “Composteurs individuels grosse capacité (lot réservé)

Code CPV : 44613800-8 – Conteneurs à déchets

Code CPV : 34928480-6 – Conteneurs et poubelles de déchets

Les articles L. 2113-12, L. 2113-13 et R. 2113-7 du code de la commande publique s'appliquent. Le marché est donc réservé à des entreprises adaptées mentionnées à l'article L. 5213-13 du code du travail, à des établissements et services d'aide par le travail, mentionnés à l'article L. 344-2 du code de l'action sociale et des familles, à des structures d'insertion par l'activité économique mentionnées à l'article L. 5132-4 du code du travail.

Le montant de commande du lot est limité à 20.000,00 € HT sur 4 ans.

Lot 3 “Composteurs grutables” :

Code CPV : 44613800-8 – Conteneurs à déchets

Code CPV : 34928480-6 – Conteneurs et poubelles de déchets

Le composteur grutable présente toutes les qualités ergonomiques et de sécurité de façon à ne pas provoquer d'accident et est conforme à la norme EN 13 071-1. D'un volume utile de 800 litres ou plus il est équipé à minima d'un bac de broyat intégré pour le processus de digestion aérobie sans jus ni odeur, assurant un apport carboné adéquat. Il est équipé d'un dispositif de préhension Kinshofer.

Le montant de commande du lot est limité à 300.000,00 € HT sur 4 ans.

Lot 4 “Colonnes aériennes biodéchets” :

Code CPV : 44613800-8 – Conteneurs à déchets

Code CPV : 34928480-6 – Conteneurs et poubelles de déchets

La colonne biodéchets aérienne présente toutes les qualités ergonomiques et de sécurité de façon à ne pas provoquer d'accident et sont conformes à la norme EN 13 071-1.

Un volume de base est de 1 à 3 m³ (la masse maximum de chargement devra être précisée dans les documents techniques).

Elle est équipée d'un dispositif de préhension Kinshofer, ses portes de vidage sont étanches afin d'empêcher les éventuelles fuites de jus au sol (classement au feu MO exigé) et devra disposer d'une insonorisation maximale (descriptif du procédé à fournir).

Le montant de commande du lot est limité à 70.000,00 € HT sur 4 ans.

Lot 5 “Abri-bacs biodéchets” :

Code CPV : 44613800-8 – Conteneurs à déchets

Code CPV : 34928480-6 – Conteneurs et poubelles de déchets

L'abri-bac biodéchets est une structure permettant le stockage d'un ou deux bacs de collecte.

Le montant de commande du lot est limité à 450.000,00 € HT sur 4 ans.

Lot 6 “Colonnes enterrées biodéchets” :

Code CPV : 44613800-8 – Conteneurs à déchets

Code CPV : 34928480-6 – Conteneurs et poubelles de déchets

Les colonnes enterrées pour la collecte de biodéchets présentent toutes les qualités ergonomiques et de sécurité de façon à ne pas provoquer d'accident et sont conformes à la norme EN 13 071-1.

Les colonnes doivent être étanches aux écoulements de jus et être équipées d'un dispositif de préhension Kinshofer.

Le montant de commande du lot est limité à 80.000,00 € HT sur 4 ans.

Lot 7 “Matériels de pré-collecte ” :

Code CPV :44511000-5 - Outils à main

Afin de faciliter la gestion de tri des biodéchets au sein des cuisines des habitants, Saint-Malo Agglomération souhaite proposer des matériels de pré-collecte tels que :

- Bio-seaux
- Aérateur de compost

Le montant de commande du lot est limité à 250.000,00 € HT sur 4 ans.

ARTICLE 6. Délais de livraison

Les délais de livraisons sont indiqués pour chaque lot à l'article 6 du CCAP. Un délai différent inférieur pourra être proposé par le candidat et devra être indiqué dans l'acte d'engagement.

ARTICLE 7. Garanties

Les candidats devront garantir la fourniture des colonnes pour une durée au moins égale à 5 ans. Des durées de garantie plus longues pourront être proposées et seront dans ce cas précisées dans l'acte d'engagement.

ARTICLE 8. Dossier de consultation

Vous pouvez consulter les documents en ligne à l'adresse suivante :

<https://marches.megalisbretagne.bzh/>

L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 4 jours calendaires avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

ARTICLE 9. Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires pendant la consultation, les candidats devront faire parvenir leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse suivante : <https://megalis.bretagne.bzh/>

Les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation seront envoyés aux opérateurs économiques 4 jours calendaires au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande 5 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.

Si un complément d'informations, nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fourni dans les délais prévus ci-dessus, ou si des modifications importantes sont apportées aux documents de l'accord-cadre, le délai de réception des offres sera prolongé de manière proportionnée à l'importance des informations demandées ou des modifications apportées.

ARTICLE 10. Envoi des propositions

Les plis doivent être remis au plus tard à la date indiquée en première page. Les plis déposés postérieurement à la date et heure limites seront considérés comme étant hors délai.

Conformément aux articles R.2132-7 et R.2132-8 du Code de la commande publique, les candidats devront **obligatoirement** transmettre leurs propositions de manière électronique.

Transmission par voie électronique

Les candidats devront tenir compte des indications suivantes, afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée.

La plate-forme de dématérialisation à utiliser pour la remise des offres est la suivante :

<https://marches.megalisbretagne.bzh/>

La liste des formats de fichiers acceptés est la suivante :

- Portable Document Format (Adobe .pdf),
- Rich Text Format (.rtf),
- Compressés (exemples d'extensions : .zip, .rar),
- Applications bureautiques (exemples d'extensions : .doc, .xls, .pwt, .pub, .mdb),
- Multimédias (exemples d'extensions : gif, .jpg, .png).

Les fichiers contenus dans l'offre devront être nommés, avec un nom court, selon leur contenu (BPU, AE...) de façon à être identifiés sans difficulté lors de l'ouverture des plis. Dans le cas contraire, Saint-Malo Agglomération (SMA) rejettera l'offre du candidat. En effet, les fichiers doivent être correctement nommés et non corrompus. Ils doivent permettre leur ouverture numérique immédiate sans que SMA n'ait à chercher l'application / le format idoine permettant la lecture efficace de ces fichiers.

Les documents nécessitant une signature, transmis par voie dématérialisée, sont de préférence signés individuellement par le candidat au moyen d'un certificat de signature électronique, elle devra de préférence avoir le format PAdES (format de signature qui intègre directement le jeton de signature dans le fichier PDF) afin de faciliter les échanges de fichiers. Les certificats de type RGS peuvent encore être utilisés après le 1er octobre 2018 pour le temps de leur validité.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

ARTICLE 11. Délai de validité

Le candidat reste lié par son offre pendant un délai de 120 jours calendaires, prenant cours à compter de la date limite de remise des offres.

ARTICLE 12. Groupements d'opérateurs économiques

Conformément à l'article R. 2142-19 du code de la commande publique, les groupements d'opérateurs économiques peuvent participer à la présente consultation.

Lors de la remise de la candidature et de l'offre, la forme juridique du groupement est laissée à la libre appréciation des candidats. Le groupement pourra prendre la forme soit d'un groupement conjoint, soit d'un groupement solidaire.

Quelle que soit la forme juridique du groupement retenue par les candidats, la composition du groupement devra être détaillée et l'un des opérateurs économiques membre du groupement sera désigné comme mandataire. Ce mandataire représentera l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de l'acheteur et coordonnera les prestations des membres du groupement.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2142-26 du code de la commande publique, la composition du groupement ne pourra pas être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Il pourra cependant être dérogé à ce principe en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition touchant l'un des membres du groupement ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait. Le groupement pourra alors demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de l'acheteur, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées. L'acheteur se prononcera sur la recevabilité de cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants et entreprises liées présentées à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement. Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en qualité de membres de plusieurs groupements.

ARTICLE 13. Sous-traitance

La sous-traitance est admise pour les lots 1 et 2 pour l'exécution de cet accord-cadre.

La sous-traitance est admise pour le transport et les travaux d'installation pour tous les lots.

ARTICLE 14. Présentation du dossier de candidature

Dans le cadre de sa candidature, le candidat devra produire les documents suivants.

Les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat seront analysées à partir des critères listés ci-dessous. Lorsqu'un niveau minimum est exigé pour un critère, le candidat doit fournir les preuves des minimaux demandés ou toute autre forme de preuve équivalente.

Le candidat peut présenter sa candidature sous forme d'un document unique de marché européen (DUME), en lieu et place des formulaires DC1 et DC2. En cas de groupement d'opérateurs économiques, chacun des membres du groupement fournira un formulaire DUME complété.

N°	Capacité économique et financière du candidat	Lot
1	La lettre de candidature et d'habilitation du mandataire par ses cotraitants (ou DC1)	Tous les lots
2	La déclaration du candidat (ou DC2). Le candidat peut y substituer le DUME.	Tous les lots
3	L'attestation de régularité fiscale	Tous les lots
4	Les bilans ou extraits de bilan, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi.	Tous les lots
5	Les attestations d'assurance en cours de validité couvrant les risques professionnels encourus par le prestataire dans l'exercice de ses fonctions	Tous les lots
6	Le relevé d'identité bancaire du candidat	Tous les lots

N°	Capacité technique et professionnelle du candidat	Lot
1	Une liste des principales livraisons effectuées ou des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.	Tous les lots
2	Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.	Tous les lots
3	Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements l'ayant placé en période d'observation ou ayant prolongée celle-ci	Tous les lots
4	Une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-6 du Code de la Commande publique concernant les interdictions de soumissionner	Tous les lots

**Si ceux-ci ne sont pas remis en français, une traduction des documents devra être jointe au dossier de candidature.*

En application de l'article R2143-13 du code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents listés ci-dessous si le pouvoir adjudicateur peut les obtenir directement par le biais :

1° D'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;

2° D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Transmission de la candidature avec le document Unique de Marché Européen (DUME) :

Conformément à l'article R2143-4 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen susvisé, en lieu et place de la déclaration sur l'honneur et des renseignements mentionnés aux articles R2142-3, R2142-4 et R2143-3 du code de la commande publique.

Le DUME doit être transmis par voie électronique (eDUME).

Les opérateurs économiques peuvent réutiliser un DUME qui a déjà été utilisé dans une procédure antérieure, à condition qu'ils confirment que les informations qui y figurent sont toujours valables.

Les candidats devront donc fournir à l'appui du Document Unique de Marché Européen, les certificats des capacités économiques, financières et techniques mentionnés ci-dessus.

ARTICLE 15. Présentation du dossier d'offre

Dans le cadre de son offre, le candidat devra produire les documents suivants.

Si ceux-ci ne sont pas remis en français, une traduction des documents devra être jointe au dossier d'offre.

N°	Description
1	<p>L'acte d'engagement</p> <p>Le document doit être dûment rempli, daté par la personne habilitée à engager la société. Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public sera tenu de signer l'acte d'engagement. Toutefois, le candidat peut choisir de le signer dès le dépôt de sa candidature ou de son offre. En cas d'allotissement, le candidat établira soit un acte d'engagement unique regroupant le ou les lots auxquels il soumissionne soit un acte d'engagement par lot.</p>
2	<p>Le mémoire technique</p> <p>Ce document devra développer les éléments inhérents à la valeur technique et demandés dans le tableau de jugement des offres. En l'absence de ce document essentiel au jugement de la valeur technique, l'offre du soumissionnaire sera considérée irrégulière et sera rejetée. En aucun cas, elle ne pourra être régularisée.</p> <p>Les candidats devront préciser dans le mémoire technique les normes auxquelles répondent leurs équipements ainsi que les labels (label NF Environnement, ...).</p> <p>La collectivité est attentive à la limitation de l'utilisation des emballages (carton, plastique) dans le conditionnement des équipements livrés. Le conditionnement doit permettre un contrôle quantitatif et qualitatif de la commande, et doit être détaillé dans le mémoire technique du candidat.</p> <p><u>Pour les lots 1, 2 et 3:</u></p> <p><u>Nature des matériaux constitutifs des composteurs</u></p> <p>Le candidat présentera en détail le composteur et les éléments de fabrication et indiquera dans son mémoire technique l'épaisseur des parois du composteur, les produits de traitement utilisés ainsi que les dimensions extérieures et le poids de l'appareil.</p> <p>Les éléments de fixation des panneaux pourront être soit réalisés à partir du même matériau, soit d'un matériau différent dont la nature sera à préciser par le candidat.</p> <p>Il précisera également les possibilités de recyclage ou mode d'élimination des composants du composteur en fin de vie.</p> <p><u>Conditionnement de livraison</u></p> <p>Le candidat indiquera les quantités de fournitures par palette, les dimensions et le poids des palettes.</p> <p>Le candidat précisera les modalités de conditionnement adaptées aux dispositifs anti-rongeurs de manière à garantir l'intégrité des fournitures pendant toutes les phases de la livraison.</p> <p><u>Documents à fournir avec chaque composteur</u></p> <p>Le candidat devra fournir :</p> <ul style="list-style-type: none">➤ Une notice technique détaillée en langue française décrivant le montage/démontage du composteur (nomenclature des pièces et assemblages, références des pièces, schémas ou plans, descriptif de montage...),➤ La fiche technique du matériel proposé et du système anti rongeurs➤ Des conseils d'entretien,

	<p>➤ Un certificat de garantie</p> <p>Le candidat indiquera les quantités de fournitures par palette, les dimensions et le poids des palettes.</p> <p><u>Lot 4</u></p> <p><u>Trappe d'introduction grand public</u></p> <p>Le candidat devra fournir toute information nécessaire à sa bonne utilisation.</p> <p><u>Documents à fournir avec chaque colonne</u></p> <p>La fiche technique du produit reprenant les caractéristiques générales (dont les matériaux constitutifs de son produit et leur provenance ainsi que la part de matériaux recyclés) décrites ci-dessus et comprenant des visuels, est à fournir dans le mémoire technique.</p> <p>Une notice technique détaillée en langue française décrivant le montage/démontage de la colonne (nomenclature des pièces et assemblages, références des pièces, schémas ou plans, descriptif de montage...), des conseils d'entretien, un certificat de garantie.</p> <p><u>Lot 5</u></p> <p><u>Conception</u></p> <p>Le candidat précisera les dimensions extérieures des bacs 120L et 240L autorisés</p> <p><u>Documents à fournir avec chaque abri-bac</u></p> <p>La fiche technique du produit reprenant les caractéristiques générales décrites ci-dessus et comprenant des visuels est à fournir dans le mémoire technique.</p> <p>Une notice technique détaillée en langue française décrivant le montage/démontage des abri-bacs (nomenclature des pièces et assemblages, références des pièces, schémas ou plans, descriptif de montage...), des conseils d'entretien, un certificat de garantie.</p> <p>Le candidat détaille dans son mémoire technique les matériaux constitutifs de son produit et leur provenance. Le cas échéant, il précise la part de matériaux recyclés du modèle proposé.</p> <p><u>Lot 6</u></p> <p><u>Volumes :</u></p> <p>Le modèle de colonne demandé est décrit dans le CCTP partie lot 6 . Le candidat devra fournir l'ensemble de la documentation technique liée au modèle de colonne proposé.</p> <p><u>Documents à fournir :</u></p> <p>Le candidat devra fournir pour chaque colonne :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Une notice technique détaillée décrivant le matériel (nomenclature des pièces et assemblages, références des pièces, schémas ou plans, descriptif de montage...) ➤ Une fiche technique détaillant les modalités de réalisation des travaux de génie civil (terrassements, affouillements, réseaux...) ➤ Des schémas d'installation seront fournis avec les dimensions des fouilles et des coupes permettant aux entreprises de génie civil de réaliser les travaux en parfaite connaissance. ➤ Une notice explicative du système de sécurité doit être fournie. ➤ Un manuel de maintenance corrective et préventive ➤ Des conseils d'entretien (lavage, graissage ...) ➤ Un certificat de garantie du matériel. <p><u>Nature des matériaux constitutifs des colonnes enterrées de collecte de biodéchets</u></p> <p><u>Cuves en béton</u></p> <p>Les volumes des cuves bétons doivent permettre de recevoir la colonne. Par conséquent, les dimensions intérieures et extérieures (longueur, largeur, hauteur, épaisseur</p>
--	---

	<p>notamment du fonds) seront indiquées dans le mémoire technique.</p> <p><u>Colonnes ou cuves amovibles</u></p> <p>Les cuves amovibles sont conçues à partir de matériaux métalliques galvanisés à chaud. Le candidat détaillera dans son mémoire technique le procédé de galvanisation à chaud permettant d'en garantir l'absence ou la limitation de l'oxydation. Des plans, des coupes et photos commentées sont présentés avec un descriptif détaillé du système de guidage pour la remise en place de la cuve après vidage.</p> <p><u>La plateforme piétonnière</u></p> <p>Le candidat propose deux types des plateformes piétonnières :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Avec réservation ➤ Sans réservation <p>Le candidat précise l'épaisseur de la plate-forme.</p> <p><u>Etanchéité</u></p> <p>Le candidat détaille dans son offre les modes de fabrication et d'assemblage visant à proposer des systèmes les plus imperméables possibles aux jus émanant des déchets présents dans la colonne, aux eaux de pluie et eaux de ruissèlement.</p> <p><u>Les bornes d'introduction des déchets</u></p> <p>Le candidat indiquera dans son mémoire les volumes de tambour dont il dispose. Les ouvertures par double tambour sont à proscrire.</p> <p><u>Lot 7</u></p> <p><u>Bio-seaux</u></p> <p><u>Nature des matériaux constitutifs</u></p> <p>Le candidat détaille dans son mémoire technique les matériaux constitutifs de son produit et leur provenance.</p> <p><u>Documents à fournir</u></p> <p>La fiche technique du produit reprenant les caractéristiques générales décrites dans le CCTP (dont les dimensions et poids à vide), et comprenant des visuels, est à fournir dans le mémoire technique.</p> <p>Un nuancier doit être joint au dossier pour confirmer les teintes. Le candidat précise les RAL dans son mémoire technique.</p> <p><u>Aérateurs</u></p> <p><u>Documents à fournir</u></p> <p>Le candidat devra fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Une notice technique détaillée en langue française décrivant le montage/démontage du composteur (nomenclature des pièces et assemblages, références des pièces, schémas ou plans, descriptif de montage...), ➤ La fiche technique du produit reprenant les caractéristiques générales décrites dans le CCTP et comprenant des visuels est à fournir dans le mémoire technique. ➤ Des conseils d'entretien ➤ Un certificat de garantie <p><u>Conditionnement de livraison</u></p> <p>Le candidat précisera le nombre de bio-seaux par palette et le nombre d'aérateurs de compost par palette dans son mémoire technique.</p>
3	Le bordereau des prix unitaires
4	<p>Le détail quantitatif estimatif</p> <p>Le document doit être dûment rempli par la personne habilitée à engager la société. Les prix doivent toujours être exprimés en euro.</p>
5	Le fichier CADRE DE REPONSE dûment rempli

Saint-Malo Agglomération sollicite le chiffrage de la fourniture et de la livraison de grilles anti-rongeur (équipements annexes à la pratique du compostage).
Le candidat fournira dans son offre la fiche technique du matériel proposé.

Conditionnement de livraison

Lot 1 et 2 : Composteurs individuels

Les composteurs seront livrés sur palettes et sanglés, de manière à garantir l'intégrité des fournitures pendant toutes les phases de la livraison. Les composteurs, non montés, devront être conditionnés par kit.

Le candidat indiquera les quantités de fournitures par palette, les dimensions et le poids des palettes.

Le candidat précisera les modalités de conditionnement adaptées aux dispositifs anti-rongeurs de manière à garantir l'intégrité des fournitures pendant toutes les phases de la livraison.

Lot 3 : Composteurs grutables

Le composteur grutable est livré prêt à l'emploi.

Le titulaire s'engage à assurer une protection efficace des composteurs pendant le transport et toutes les opérations de manutention pour que le matériel parvienne en parfait état. Un conditionnement sur palettes est exigé, avec reprise de ces dernières par le titulaire.

La collectivité est attentive à la limitation de l'utilisation des emballages (carton, plastique) dans le conditionnement des équipements livrés. Le conditionnement doit permettre un contrôle quantitatif et qualitatif de la commande, et doit être détaillé dans le mémoire technique du candidat.

Lot 4 : Colonnes aériennes biodéchets,

Lot 5 : Abri-bacs biodéchets

Lot 6 : Colonnes enterrées biodéchets

La collectivité est attentive à la limitation de l'utilisation des emballages (carton, plastique) dans le conditionnement des équipements livrés. Le conditionnement doit permettre un contrôle quantitatif et qualitatif de la commande, et doit être détaillé dans le mémoire technique du candidat.

Lot 7 "Matériels de pré-collecte "

ARTICLE 16. Attribution du marché

Au terme de la procédure, l'acheteur demandera à l'opérateur économique ou au mandataire du groupement d'opérateurs auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre de lui retourner :

- L'acte d'engagement dûment rempli, daté et signé par la personne habilitée à engager la société.
- Les attestations d'assurance reprises dans le CCAP
- Les documents justificatifs visés aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique. Le cas échéant, il sera fait application des articles R. 2143-13 et R. 2143-15 du code de la commande publique.

- Déclaration sur l'honneur par laquelle le candidat s'engage sur la réalisation du travail par des salariés régulièrement employés au regard des articles L1221-10, L3243-1 et suivants et R3243-1 et suivants du code du travail,

Lors de la conclusion de l'accord-cadre et tous les 6 mois jusqu'à la fin de celui-ci, il sera demandé au titulaire de l'accord-cadre de fournir une attestation de vigilance afin de prouver qu'il respecte les règles applicables en matière de lutte contre le travail dissimulé.

ARTICLE 17. Critères d'attribution et choix de l'offre

L'acheteur attribue l'accord-cadre au soumissionnaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse en se fondant sur une pluralité de critères.

Les critères listés ci-dessous s'appliquent pour l'attribution des accords-cadres des **lots 1 & 2** :

N°	Description	Pondération
1	Prix	50
	<i>Le critère prix sera apprécié au vu des renseignements indiqués dans l'acte d'engagement (AE), le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) et le Détail Quantitatif Estimatif (DQE).</i>	
2	Valeur technique	30
	<i>Le critère technique sera apprécié au vu des renseignements fournis dans le mémoire technique et dans le cadre de réponse.</i>	
3	Délai de livraison et de Garantie	10
	<i>Le critère « Délai de livraison et de Garantie » sera apprécié au vu des indications portées dans le mémoire technique, les actes d'engagement et autres documents du candidat (délai et conditionnement de la livraison et durée de la garantie).</i>	
4	Valeur environnementale	10
	<i>Le critère « Valeur environnementale » sera apprécié au vu des indications portées dans le mémoire technique (MT), comprenant la description des processus et mesures prises pour réduire l'impact environnemental des produits entrant dans le process de fabrication (origine des produits, part de matière recyclée dans le process de fabrication, consommation d'eau et d'énergie, label FSC pour le bois, conditionnement...)</i>	
Pondération totale des critères d'attribution :		100

Les critères listés ci-dessous s'appliquent pour l'attribution des accords-cadres des **lots 3 à 7** :

N°	Description	Pondération
1	Prix	40
	<i>Le critère prix sera apprécié au vu des renseignements indiqués dans l'acte d'engagement (AE), le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) et le Détail Quantitatif Estimatif (DQE).</i>	
2	Valeur technique	40
	<i>Le critère technique sera apprécié au vu des renseignements fournis dans le mémoire technique et dans le cadre de réponse.</i>	
2	Délai de livraison et de Garantie	10
	<i>Le critère « Délai de livraison et de Garantie » sera apprécié au vu des indications portées dans le mémoire technique, les actes d'engagement et autres documents du candidat (délai et conditionnement de la livraison et durée de la garantie).</i>	
3	Valeur environnementale	5

	<i>Le critère « Valeur environnementale » sera apprécié au vu des indications portées dans le mémoire technique (MT), comprenant la description des processus et mesures prises pour réduire l'impact environnemental des produits entrant dans le process de fabrication (origine des produits, part de matière recyclée dans le process de fabrication, consommation d'eau et d'énergie, label FSC pour le bois...)</i>	
4	Considérations sociales	5
	<i>Le critère de "considérations sociales" sera évalué au regard du nombre d'heure indiquées dans l'Acte d'Engagement pour le recours au recrutement de personnes en situation de handicap ou en insertion</i>	
Pondération totale des critères d'attribution :		100

Une certaine valeur a été attribuée à chaque critère. Sur la base de l'évaluation de tous ces critères, tenant compte de la valeur attribuée à chacun, l'accord-cadre sera attribué au candidat présentant l'offre régulière économiquement la plus avantageuse du point de vue de l'acheteur.

Si une offre lui paraît anormalement basse, l'acheteur demandera au soumissionnaire d'apporter les précisions et justifications permettant de démontrer que l'offre présentée n'est pas anormalement basse, en application des articles L. 2152-5 à L. 2152-6 et R. 2152-3 à R. 2152-5 du code de la commande publique.

Si les éléments produits par le soumissionnaire ne permettent pas de justifier de manière satisfaisante le bas niveau des prix proposés ou si le soumissionnaire se trouve dans l'un des cas précisés aux articles R. 2152-4 ou R. 2152-5 du code de la commande publique, son offre est rejetée.

ARTICLE 18. Variantes

La présentation de variantes à l'initiative du soumissionnaire n'est pas autorisée.

Aucune variante n'est prévue par l'acheteur.

L'offre doit être strictement conforme aux pièces de l'accord-cadre.

En cas de présentation d'une variante, seule l'offre de base sera prise en compte.

Prestations supplémentaires éventuelles :

L'accord-cadre ne comporte aucune prestation supplémentaire éventuelle facultative ou obligatoire.

ARTICLE 19. Litiges et différends

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46 du CCAG applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services.

En cas de litige ou de médiation, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant la médiation ou l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal administratif Hôtel de Bizien

Tél. : 02 23 21 28 28

Fax : 02 99 63 56 84

Email : greffe.ta-rennes@juradm.fr